

PROGRAMMES SUR LA REFORME DE L'ETAT ET LA CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DROIT

- **Appui à la consolidation de l'Etat du Mali** – Ce programme a pour objectif principal de soutenir le gouvernement du Mali à travers un appui budgétaire de 144.3 Milliards de FCFA (220 millions €) pour la période 2015-2017. Ce programme s'inscrit dans la continuité du précédent appui budgétaire consacré à la consolidation de l'Etat du Mali et représente plus d'un tiers du montant total du programme indicatif national (PIN) consacré au Mali pour la période 2014- 2020. Ce financement de l'Union européenne servira en particulier à:
 - *Renforcer l'appui de l'UE à la mise en œuvre de l'Accord de Paix, l'UE étant membre de la médiation internationale;*
 - *Appuyer la mise en œuvre des stratégies et plans de développement et de réduction de la pauvreté au Mali et garantir les services sociaux de base, en se focalisant surtout sur la sécurité alimentaire et l'éducation;*
 - *Contribuer à la poursuite des réformes entamées par le Gouvernement du Mali et ainsi renforcer le dialogue politique entre le gouvernement du Mali et l'Union européenne.*

- **Appui à la réconciliation et à la résolution de conflits au Mali (ARCOMA) 2014-2017** – Ce projet de 5 millions d'EUR cherche à appuyer les efforts nationaux pour la consolidation de la paix depuis les événements de 2012. Il repose sur 2 composantes, une sur la recherche-action sur les causes du conflit passé et l'autre sur les efforts de réconciliation et de dialogue entre les communautés affectées par ces mêmes troubles. Cette deuxième composante inclue en particulier l'appui aux efforts de restauration du patrimoine culturel et religieux de Tombouctou après les destructions infligées durant la crise de 2012.

- **Programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM) 2013-2018** – Ce programme, d'un montant de 12 millions d'euros, contribue à la construction et au renforcement d'un système de justice indépendant, impartial et équitable pour tous les citoyens maliens. Il a été conçu pour répondre à trois défis de gouvernance dans le secteur: performance, crédibilité et accès. La première composante du programme cherche à optimiser les performances des structures judiciaires grâce à la mise en place d'une gestion efficace des juridictions et un appui à la formation à tous les niveaux du personnel judiciaire. La deuxième composante sur la crédibilité s'attèle à doter le système judiciaire d'un cadre fonctionnel de contrôle et de supervision, ainsi que de lutte contre l'impunité. La troisième composante cible l'accès à la justice en finançant la réhabilitation ou la construction d'infrastructures (cours) judiciaires dans les zones jugées prioritaires.

- **Programme d'Appui aux Organisations de la Société Civile malienne (PAOSC II) 2012-2017** – La seconde phase de ce programme conjoint de 14.7 millions d'euros est financée par l'UE mais également la Suisse, la Suède et le Danemark. Les organisations faîtières représentant la société civile malienne dans sa diversité bénéficient de l'appui technique et financier du programme. Le PAOSC soutient également les initiatives sur les enjeux politiques et de développement comme objet de débat public, et sur la prise en compte de la diversité des

opinions maliennes. Les appels locaux à propositions ou à manifestation d'intérêt sur des thématiques sectorielles (éducation, santé, culture...), mais aussi sur les questions de réconciliation et de stabilité du Mali et de ses régions sont le principal instrument d'appui de ce programme à la société civile malienne.

FONDS FIDUCIAIRE D'URGENCE POUR LE SAHEL

- **Relance de l'Economie Locale et Appui aux Collectivités (RELAC II) 2016-2019** – La seconde phase de ce projet, d'un montant 10 millions d'euros, vise à poursuivre la stabilisation des zones post-conflit (Gao, Ménaka, Tombouctou et Taoudéni). Il s'agit de relancer l'économie locale à travers l'appui à des projets économiques et l'accompagnement des collectivités dans l'accomplissement de leurs missions au service des populations.
- **Sécurité humaine et Développement au Nord Mali Phase 2 (SDNM II)** – Ce projet d'une durée de 36 mois et d'un montant de 19 millions d'euros doit contribuer au retour à la paix dans les zones d'intervention (Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et Tombouctou) en facilitant l'investissement public et en soutenant le redémarrage de l'activité économique. La première composante est un fonds d'investissement local qui vise des actions rapides pour restaurer l'accès aux services publics sociaux de base ou la relance des activités économiques. La seconde composante est un appui aux collectivités territoriales pour les différentes étapes de la gestion de ces projets.
- **Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao)** – Ce projet, d'une durée de 3 ans ½ et doté d'un montant de plus de 29 millions d'EUR, visera à soutenir la présence de l'Etat dans les régions d'intervention et à Bamako, à travers les douanes, la protection civile et l'ensemble des forces de défense. Une seconde composante du projet portera sur la gestion des espaces frontaliers par les services de l'Etat incluant la gestion des flux de personnes et de biens ainsi que la coopération transfrontalière.
- **Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine** – Ce projet d'une durée de 48 mois et d'un montant de 6 millions d'euros cherche à appuyer la mise en œuvre de la politique sur la migration et le développement au Mali en accompagnant les initiatives de la diaspora dans les régions d'origine (en particulier les régions de Kayes et Sikasso). La première composante fera levier sur les investissements locaux pour soutenir des infrastructures socio-économiques. La seconde composante permettra d'accompagner les promoteurs d'entreprise de la diaspora depuis la France, l'Espagne et la Côte d'Ivoire. Enfin, une troisième composante cherchera à améliorer le cadre réglementaire, fiscal et législatif des investissements de la diaspora.

- **Programme Résilience dans le Nord du Mali** – Ce programme, d'un montant 34,5 millions d'EUR en cofinancement avec le Programme de Renforcement de la Sécurité Alimentaire au Mali (PRORESA) de l'Union européenne, vise le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans un contexte de fragilité post-conflit. La mise en œuvre se fait à travers des ONGs, et est basé sur un paquet multidimensionnel d'interventions ciblant la situation nutritionnelle de 134 000 bénéficiaires directs en situation de vulnérabilité (critères socio-économiques, femmes enceintes et allaitantes, enfants de moins de 5 ans).
- **Projet d'Appui à la filière de l'Anacarde au Mali (PAFAM) 2016-2020** – Ce projet, d'un montant de 13,5 millions d'EUR, vise à améliorer de manière durable les conditions de vie et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations bénéficiaires dans les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso. Il contribuera à la création d'opportunités économiques à travers notamment des emplois dans la filière anacarde, permettant ainsi une réduction de l'émigration irrégulière.

PROGRAMME EDUCATION

- **Programme d'Appui à l'Enseignement Fondamental au Mali (PROF) 2016-2019** – Ce programme d'un total de 20 millions d'euros est mis en œuvre conjointement avec le Ministère de l'Education Nationale. Il vise à soutenir l'enseignement fondamental (7 à 12 ans) à travers la formation continue des enseignants, la décentralisation du système éducatif y compris dans les systèmes d'évaluation de l'enseignement dispensé, ainsi que l'accès à l'enseignement des enfants marginalisés par leur statut social ou leur situation géographique.

PROGRAMMES DEVELOPPEMENT RURAL

- **Initiative de Renforcement de la Résilience par l'Irrigation et la Gestion Appropriée des Ressources – IRRIGAR (2014-2019)** – Cette initiative d'un montant global de 31,6 millions d'EUR cofinancé avec l'Allemagne, vise à améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations à travers l'accroissement et la diversification de la production par l'irrigation de proximité. Ce programme comporte deux composantes (infrastructures et renforcement des capacités techniques et organisationnelles) qui sont mises en œuvre respectivement par la KFW et la GIZ.
- **Programme de Renforcement de la Sécurité Alimentaire au Mali – PRORESA (2016-2020)** – Ce Programme cible les régions du Nord du Mali en priorité, avec des interventions d'appui institutionnel au niveau national. Il comporte trois composantes complémentaires: la composante 1, dotée d'un budget de 8 millions d'EUR, est mise en œuvre par la Coopération technique belge (CTB) dans le cadre du Projet d'Appui à la Filière Halieutique au Mali (PAFHA). La composante 2, avec un budget de 15 millions d'euros, vise le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Nord du Mali, et est mise en œuvre par des ONGs.

La composante 3, avec un budget de 5 millions d'EUR, vise le renforcement du dispositif national de sécurité alimentaire et nutritionnelle et est mise en œuvre par le Commissariat à la Sécurité alimentaire.

- **Appui à la résilience des populations vulnérables au Nord du Mali – RESILIENCE NORD, 2016-2018** – Ce Projet, financé à hauteur de 10 millions d'EUR et mis en œuvre conjointement par la FAO et le PAM, a pour objectif de rétablir la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations des régions de Tombouctou, Gao et Mopti afin de les rendre davantage résilientes.
- **Programme d'assistance aux politiques liées à la sécurité alimentaire – FIRST** (Food, Impact, Resilience, Sustainability and Transformation) – Ce programme conjoint UE/ FAO a pour objectif est de créer un environnement propice à la sécurité alimentaire et à l'agriculture durable dans les pays jugés prioritaires dont le Mali. Il s'agit d'un programme d'appui technique mettant à disposition un réseau de spécialistes dans les domaines précités.
- **Alliance Globale contre le changement climatique au Mali – AGCC-Mali** – Ce programme, d'un montant global de 6.2 millions d'EUR cofinancé avec le Gouvernement du Mali, contribue à l'amélioration et à la mise en œuvre de la politique nationale sur le changement climatique. Il met l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles ainsi que sur le suivi et la gestion des forêts. Il participe également, à travers des projets de subvention, à la mise en place d'activités de boisement dans les zones de Kayes, Ségou et Mopti. Ce programme est mis en œuvre par la Direction Nationale des eaux et forêts.
- **Programme d'Appui à la Réforme Administrative, à la Décentralisation et au Développement Economique et Régional - PARADDER (2010-2017)** – Ce Programme, doté d'un budget de 51 millions d'EUR, vise à appuyer la poursuite de la mise en œuvre des politiques de réforme de l'Etat et de décentralisation en incluant les aspects liés au développement économique régional et aux secteurs décentralisés.

PROGRAMMES INFRASTRUCTURES

➤ *Transports*

- **Route de Tombouctou** – Ce projet d'une durée de 10 ans (2009-2019) est doté d'un budget de 217 millions d'EUR. Ses objectifs sont d'une part, de désenclaver la région de Tombouctou fortement isolée en vue de son intégration dans l'économie nationale à travers la construction d'une route de 565 km entre Niono et Tombouctou, permettant ainsi une liaison entièrement bitumée entre Bamako et cette région. D'autre part, ce projet contribuera à l'amélioration des performances du secteur des transports afin d'augmenter les échanges commerciaux et la mobilité des biens et des personnes.
- **Construction de la route de désenclavement des régions de Gao et Kidal** – L'objectif de ce projet est de relier le Mali à la route Trans-saharienne côté Algérie afin de favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays et renforcer la cohésion sociale et sécuritaire des régions du nord du Mali. Sa mise en œuvre est prévue à partir de 2017 pour une durée de 5 ans avec notamment la construction d'une route bitumée de 252 km reliant Hombori à Gao et d'une seconde route bitumée de 286 km reliant Bourem à Kidal en passant par Anefis. La contribution de l'Union européenne est de l'ordre de 60 millions d'EUR.

➤ *Eau et Assainissement*

- **Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales pour l'Eau potable et l'Assainissement (PACTEA) Phase2** – L'objectif de ce programme est l'amélioration durable de l'approvisionnement en eau potable de qualité, et l'assainissement pour 450 000 personnes dans les centres ruraux et semi-urbains des régions de Koulikoro, Sikasso, Tombouctou et Ségou. Son budget est de 30.9 millions d'EUR en cofinancement avec le Gouvernement du Mali, et sa mise en œuvre a commencé en 2013 pour une durée de 5 ans.
- **Projet d'approvisionnement en eau potable de Bamako à partir de la localité de Kabala : Composante "Production"** – Ce projet a pour objectif d'assurer l'approvisionnement correct et durable en eau potable de la ville de Bamako et ses environs à l'horizon 2018. La composante "Production" du projet de Kabala porte sur la réalisation d'une station de traitement d'eau d'une capacité de 288 000 m³/j. Le projet est financé à hauteur de 50 millions d'EUR par la Banque Européenne d'Investissement, 39 millions d'EUR par l'Agence Française de Développement et 18 millions d'EUR par l'Union Européenne.